La reprise s'esquisse

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3975>

DOI : 10.4000/rea.3975

ISBN : 978-2-8218-0884-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « La reprise s'esquisse », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 94 | décembre 2009, mis en ligne le 04 janvier 2010, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3975>

La reprise s'esquisse

L'économie allemande commence à sortir de la récession. Au 2^e trimestre, le PIB a renoué avec la croissance (+0,4 %), tendance consolidée au 3^e, avec + 0,7 %. Finalement, la récession aura été moins profonde qu'on ne craignait encore au printemps. Elle reste certes historique, mais le recul du PIB se situera cette année à -5 % (-4,9 % selon la Bundesbank) et non pas aux -6 % alors redoutés. Le rebond de la demande mondiale de biens d'investissement, l'extraordinaire stabilité du marché de l'emploi allemand, la bonne tenue de la demande intérieure – ainsi que les premiers effets stabilisateurs des plans de relance, étayent la confiance des acteurs comme des observateurs. La reprise est amorcée ; et dès l'an prochain, la croissance pourrait atteindre jusqu'à 1,6 % selon le Conseil des Sages ou la Buba (rapport de décembre).

Prévisions des instituts de conjoncture et du Conseil des Sages

Instituts				Conseil des Sages		
	2008 ^{a)}	2009 ^{b)}	2010 ^{b)}	2008 ^{a)}	2009 ^{b)}	2010 ^{b)}
(variation en % par rapport à la même période de l'année précédente)						
PIB	1,3	-5,0	1,2	1,3	-5,0	1,6
Consommation privée	0,4	0,7	-0,24	0,4	0,8	-0,1
Consommation publique	2,1	2,3	1,5	2,1	2,2	1,8
Investissements bruts	3,1	-8,9	1,0	3,1	-8,8	1,4
Biens d'équipement	3,3	-20,3	1,2	3,3	-20,9	1,5
Construction	2,6	-1,2	0,6	2,6	-0,4	1,2
Autres biens	5,3	5,1	2,8	5,3	4,2	2,5
Demande intérieure	1,7	-2,3	0,2	1,7	-1,8	0,7
Exportations	2,9	-14,0	6,1	2,9	-14,7	6,3
Importations	4,3	-9,1	4,0	4,3	-9,0	4,5
Prix à la consommation (2000 = indice 100)	2,6	0,3	0,6	2,6	0,3	1,2
(état)						
Déficit public en % du PIB	0,0	-3,2	-5,2	0,0	-3,0	-5,1
Actifs (en millions)	40,28	40,17	39,38	40,28 ^{c)}	40,27 ^{c)}	39,65 ^{c)}
Chômeurs indemnisés (en millions)	3,27	3,47	4,07	3,27	3,43	3,96

Source des données : Rapport d'automne des instituts de conjoncture (« *Zögerliche Belebung – steigende Staatsschulden* ») daté du 15-10-2009 et Rapport annuel du Conseil des Sages (« *Die Zukunft nicht aufs Spiel setzen* ») du 13-11-2009. a) état ; b) prévisions ; c) salariés soumis à cotisations sociales.

Ce rebond qui succède aux deux trimestres 'noirs' du tournant 2008/09 où le PIB avait chuté de 2,4 % et de 3,5 %) est à mettre à l'actif des deux moteurs conjoncturels. Au printemps, c'est en effet la consommation qui a tiré l'économie : elle a augmenté de 0,7 % au 1^{er} semestre 2009. Le contexte était favorable : prix énergétiques modérés, une inflation proche de zéro et des revenus disponibles accrus sous l'effet des fortes hausses salariales conclues en 2008. Les diverses mesures de soutien du gouvernement fédéral ont joué un rôle important : pour l'essentiel baisses d'impôts et de cotisations pour les ménages, hausse des allocations familiales, prime à la casse. Enfin, facteur tout aussi décisif : la confiance des ménages dans la bonne tenue de l'emploi.

Entre octobre 2008 et septembre 2009, en données CVS, le nombre de demandeurs d'emploi n'a augmenté que de 280 000, ce qui porte le nombre de chômeurs indemnisés à 3,5 millions (taux : 8,2 %). Et même si on corrige ces chiffres des modifications intervenues dans les statistiques (n'y sont plus comptabilisés les chômeurs s'adressant à des agences privées), la hausse ne serait que de 400 000 personnes (ce qui placerait le taux à 8,5 %), expliquent les Instituts. En tendance, l'activité a même cessé de reculer au 3^e trimestre 2009, souligne de son côté la Bundesbank ; quant au nombre des actifs occupés, il dépassait en données CVS le niveau du début 2008. C'est que, sous l'angle structurel, le secteur tertiaire (public et privé) a largement compensé les compressions d'effectifs dans l'industrie. Au plan réglementaire, le dispositif du chômage partiel (et son assouplissement temporaire ; voir *REA 90/09*) a largement limité le recours aux licenciements économiques, d'autant que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée persiste. Au 3^e trimestre, on comptait en équivalent temps plein 350 000 personnes bénéficiant de ce régime (Bundesbank).

A partir de l'été, c'est ensuite le moteur des exportations qui a redémarré. Après une forte chute au cours des trois trimestres précédents (-7,9 % puis -10,5 % et -1,2 %),

Une reprise tirée par la consommation...

... un marché de l'emploi qui résiste...

... et un regain de la demande mondiale

celles-ci ont augmenté au 3^e trimestre de cette année (+6,0 %). Si c'est bien l'ouverture de l'économie allemande et sa spécialisation sectorielle qui expliquent l'ampleur des répercussions d'une demande mondiale en baisse sur sa conjoncture, les mêmes facteurs contribuent à la reprise, aujourd'hui que la demande mondiale se redresse. Au 3^e trimestre, les entrées de commandes étrangères ont connu une hausse de 8,9 %. Et depuis le creux de la vague enregistré en février, elles ont « *crû de pas moins de 24 % en valeur réelle* », estime la Bundesbank, voyant là « *l'effet positif de l'assortiment* » d'une industrie spécialisée dans les biens d'investissement et les biens intermédiaires. Certes, ce frémissement est fragile, et il n'est pas encore constant non plus, comme le révèle le recul des commandes en octobre, surtout en provenance d'une zone euro où l'activité ne reprend que graduellement. L'industrie automobile est en outre affectée par la fin des mesures de soutien des Etats de l'UE.

**La production
est repartie**

Tirée par la demande étrangère, la production industrielle a enfin repris au 3^e trimestre (+3,6 %), après plus d'un an de baisse de l'activité (qui avait entraîné à sa suite une baisse des investissements) ; son niveau reste cependant largement inférieur (de 17,4 % selon le ministère fédéral de l'Economie) à celui enregistré au 3^e trimestre 2008. La hausse de l'activité industrielle, due également à l'écoulement des stocks, devrait néanmoins rester contenue durant les mois à venir. Indépendamment d'une toujours possible (bien que peu vraisemblable) restriction du crédit bancaire, cette tendance est liée au recours massif au chômage partiel. Pour conserver leurs ressources humaines malgré un taux d'exploitation des capacités tombé à 71,3 % à la mi-2009 (Conseil des Sages), les entreprises ont puisé dans leurs réserves, réduisant le ratio de fonds propres qu'elles avaient réussi à accroître de 8 points en dix ans, mais aussi leur trésorerie, ce qui peut se révéler défavorable pour l'obtention d'un crédit et, plus généralement, limite pour l'instant leur capacité à investir. Tout dépend, au fond, de la vitesse à laquelle l'économie mondiale et, plus encore celle de l'UE, amorcera sa sortie de crise, expliquent prudemment les experts. Les entreprises quant à elles gardent confiance, à en croire un indice ifo toujours orienté à la hausse. Et elles se montrent largement optimistes, comme le révèle l'enquête de la fédération des CCI (la DIHK) auprès de ses membres et achevée au début de décembre : ils s'attendent à voir progresser la production industrielle de 5 % l'an prochain.

**Une inconnue :
l'évolution de l'emploi**

Mais pour ce faire, ils devront réduire leurs capacités et comprimer leurs effectifs : 300 000 emplois seront détruits, résume la DIHK, principalement dans les grands groupes de l'industrie automobile, la construction mécanique et la métallurgie, les branches les plus affectées. Les PME, à l'inverse, qui souffrent le plus de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, ne prévoient pas de licenciements massifs. C'est là que réside la principale inconnue pour l'ampleur de la reprise : dans l'évolution de l'emploi et ses effets sur la consommation comme sur les comptes sociaux. Combien de temps les entreprises résisteront-elles à la baisse de leur rentabilité ? Si le chômage partiel et l'épuisement des comptes épargne temps n'ont pas trop tassé en 2009 les revenus des salariés puisque les salaires conventionnels avaient connu une hausse d'un peu plus de 2 %, il devrait en aller autrement dès 2010. Les conventions conclues pour les deux années à venir prévoient une progression de 1,5 % au maximum. Conjuguée à l'augmentation inévitable de la productivité horaire, cette modération devrait ramener les coûts salariaux unitaires à la normalité (ils avaient progressé de 5 % cette année ; Bundesbank). Mais dans aucun cas, le chômage ne devrait exploser.

LES PERSPECTIVES SONT POSITIVES POUR L'ÉCONOMIE RÉELLE ALLEMANDE, et il n'est pas impossible que la reprise soit plus franche encore si la demande mondiale s'affermite plus vite que prévu, estime même la très prudente Bundesbank. Alors « *pourquoi A. Merkel peint-elle l'avenir en noir ?* », se demande un editorialiste après le discours tenu le même jour par la chancelière devant le patronat (*Welt.Online*, 24-11-09). Son but ne serait-il pas de « *parer à l'espoir que seront engagées des réformes de fond et une baisse des impôts* » ? Et de fait, Instituts, Conseil des Sages et Bundesbank (rapport de novembre) tirent à boulets rouges sur le programme de la coalition, incriminant un cap de consolidation budgétaire jugé trop peu convaincant. « *Une politique économique sans stratégie conséquente de sortie crise et qui laisse trop peu de latitude en matière d'investissements dans la formation et l'innovation risque de mettre en jeu l'avenir* » (Conseil des Sages). Seule la hausse des qualifications garantira durablement croissance et emploi dans une économie désormais basée sur le savoir.

Isabelle Bourgeois (15-12-2009)